**L’export au service de la transformation structurelle au Maroc :
Quel rôle pour l’aide au commerce ?**

Azeddine Ghoufrane[[1]](#footnote-1)

Nabil Boubrahimi[[2]](#footnote-2)

Marouane Raïssi[[3]](#footnote-3)

Le concept de transformation structurelle de l’économie a connu un développement considérable durant ces dernières années. Si ce concept a été amplement étudié dans le cadre de la littérature économique (Clark, 1957 ; Chenery, Hollis, 1960 ; Kuznets, 1966 ; Syrquin, 1988…etc), il n’en demeure pas moins qu’il continue d’animer le débat économique compte tenu de l’ampleur des défis auxquels sont confrontées les économies contemporaines.

La transformation structurelle désigne la réorientation de l’économie des secteurs traditionnels à faible productivité vers des secteurs modernes et plus productifs. Ceci se traduit en l’occurrence par un redéploiement des facteurs de production vers des activités offrant de meilleures perspectives. Matsuyama (2008) confère une dimension plus large à la transformation structurelle en la considérant comme une série d’évolutions complémentaires liées à différents aspects de l’économie, comme la composition sectorielle du PIB
et de l’emploi, l’organisation du secteur industriel, des institutions politiques…etc

La transformation structurelle de l’économie se distingue de la thérapie de choc dans la mesure où le changement devrait s’opérer d’une façon transitoire pour ne pas créer de ruptures et pour assurer une reconversion maîtrisée et planifiée sur une période relativement longue. Le changement des structures productives résulte d’un processus de long terme en dirigeant les politiques sectorielles vers les activités à fort potentiel. Ce changement peut se mesurer en analysant les allocations budgétaires par secteur et en évaluant les contributions sectorielles à la croissance économique, à la création d’emplois et aux exportations.

Dans ce sens la politique économique revêt une importance cruciale et remplit un rôle déterminant. En effet, d’un point de vue conjoncturel, la politique budgétaire, qui représente l’un des instruments les plus puissants de la politique économique au sens keynésien, s’avère déterminante en vue d’assurer l’efficience allocative des ressources et d’agir sur la structure de l’économie et sur sa configuration sectorielle. Par ailleurs, et d’un point de vue structurel, la politique industrielle s’impose aujourd’hui comme l’un des leviers fondamentaux pour la valorisation et la consolidation des avantages comparatifs de l’économie qui pourrait mener à terme à une véritable endogénéisation des moteurs de la croissance économique.

McMillan et Rodrik (2011) estime que le changement de la structure de l’économie s’accompagne d’une appréciation de la productivité globale et d’une amélioration des revenus à travers deux tendances essentielles : l’essor d’activités économiques à forte productivité
et le reversement du facteur travail et des autres ressources des activités traditionnelles vers les activités modernes. Il en découle que l’orientation de l’investissement dans la recherche
et l’innovation conjuguée à une réallocation efficace des facteurs de production constituent les piliers d’une mutation structurelle réussie de l’économie.

Les capacités productives se développent non seulement grâce à l’accumulation du capital, mais aussi à la faveur du progrès technologique et du changement structurel. Le progrès technologique nécessite généralement des investissements puisque la technologie consiste principalement en machines et autres types de biens capitaux. Mais il exige aussi des connaissances et du savoir-faire, que les individus et les organisations acquièrent par l’apprentissage et qui font l’objet de procédures et d’arrangements institutionnels (CNUCED, 2006). L’un des enjeux majeurs du processus de la transformation structurelle de l’économie serait sa capacité à générer une croissance économique intensive en emplois productifs durables et de qualité et susceptible d’absorber l’excédent des travailleurs qui proviendraient des secteurs traditionnels.

Certes le Maroc bénéficie d’un cadre macro-économique stable marqué par une maîtrise du taux d’inflation et une amélioration remarquable du déficit budgétaire. Néanmoins, l’économie marocaine reste confrontée à des contraintes considérables dont principalement l’irrégularité de la croissance, le manque de compétitivité des entreprises, l’insuffisance de la diversification de l’offre exportable et des partenariats et la vulnérabilité aux chocs externes
et aux conditions climatiques. Eu égard au choix de l’ouverture économique préconisé par le Maroc, il est essentiel de préciser que le processus de transformation des structures de l’économie exigerait le développement de spillovers susceptibles de permettre une absorption voire une appropriation des connaissances et des techniques à travers le canal du commerce extérieur et celui de l’investissement étranger.

Dans cette perspective, la politique économique est appelée à remplir un rôle clé en vue de permettre au pays d’accélérer son avancée vers la frontière technologique et de rattraper les retards enregistrés dans ce sens. Ainsi, le choc subi par le secteur industriel du Maroc en 2005 suite au démantèlement de l’Accord sur le Textile et les Vêtements (ATV), ayant provoqué une destruction importante d’emplois et la fermeture de nombreuses unités industrielles, a poussé les autorités à repenser le modèle d’industrialisation. Au regard des données factuelles, la politique industrielle marocaine semble avoir eu un impact positif sur les performances du secteur et ce compte tenu de la progression de la valeur ajoutée industrielle qui s’est établi à 6,2% par an sur la période 2006-2013 contre 2,5% entre 1998 et 2005. En effet, le lancement du Plan Émergence en 2004, du Pacte pour l’émergence en 2009 et du Plan national d’accélération industrielle en 2014 témoigne d’une orientation volontariste d’une industrialisation de l’économie.

Le but de cette contribution est d’apporter un éclairage empirique, appuyé par des repérages théoriques, sur le degré de la transformation de la structure de l’économie marocaine en analysant l’apport de l’aide au commerce et son rôle dans la dynamisation et la diversification qualitative des exportations. Il s’agit également d’étudier l’évolution des contributions sectorielles à l’effort de l’export, à la croissance économique et à la création d’emplois. Aussi, ce travail s’efforcerait de clarifier si les efforts déployés durant ces dernières années sont porteurs de transformation structurelle et de passer en revue les orientations majeures de la politique industrielle du Maroc et d’en déduire le degré de leur cohérence avec les aspirations d’une reconfiguration structurelle porteuse de croissance soutenable au regard des contraintes économiques, sociales et environnementales.

**Références bibliographiques indicatives**

**Chenery, Hollis B.**, « *Patterns of Industrial Growth* », American Economic Review, 1960, 50, 624–653.

**Clark, Colin**, « *The Conditions of Economic Progress* », 3 ed., London: Macmillan, 1957.

**CNUCED (2006)**, « *Rapport sur les pays les moins avancés* ».

**CNUCED (2014)**, «*Catalyser l’investissement pour une croissance transformatrice*».

**Kuznets, Simon**, « *Modern Economic Growth* », New Haven: Yale University Press, 1966.

**Matsuyama K. (2008)**, «*Structural Change in An Interdependent World: a Global View of Manufacturing Decline*», Journal of the European Economic Association, Wiley-Blackwell, Vol. 7.2009, 2/3, pp. 478-486, Oxford.

**Rodrik D. et Mc Millan (2011)**, « *Globalization, Structural Change, and Productivity Growth* », working paper, Harvard Kennedy School.

**Syrquin, Moshe**, « *Patterns of Structural Change* », in Hollis Chenery and T.N. Srinivasan, eds., Handbook of Development Economics, Vol. 1, Amsterdam and New York: North Holland, 1988.

1. Titulaire de la Chaire OMC, Doyen de la FSJES Souissi, Rabat. [↑](#footnote-ref-1)
2. Professeur Habilité, université Ibn Tofaïl, Kenitra. [↑](#footnote-ref-2)
3. Doctorant, université Ibn Tofaïl, Kenitra. [↑](#footnote-ref-3)